



Déclaration ouvrages souterrains

Etat des lieux des circuits de déclaration
Constats, propositions
Référentiel des ouvrages souterrains



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Ministère
de l'Environnement,
de l'Énergie
et de la Mer

Comité utilisateurs BSS 24 mai 2016



Géosciences pour une Terre durable

brgm

Plan de la présentation

> Télédéclaration « ouvrages souterrains » : le constat

- Rappel réglementation actuelle et obligations
- Etat des lieux des circuits de déclaration services de l'état
- Le point sur des actions locales sur des premières actions de dématérialisation des déclarations
- Les pistes d'amélioration

> La notion de référentiel des ouvrages : l'évolution nécessaire du code BSS

- Le code actuel
- L'évolution du code intégré dans le référentiel des ouvrages

Téledéclaration ouvrages souterrains

> Rappel réglementation

Article 131 code minier

« Toute personne exécutant un sondage, un ouvrage souterrain, un travail de fouille, quel qu'en soit l'objet, dont la profondeur dépasse dix mètres au-dessous de la surface du sol, doit être en mesure de justifier que déclaration en a été faite à l'ingénieur en chef des mines. »

En 2003 le code de l'environnement : arrêté interministériel “ forages ” publié le 11 septembre 2003, prévoit qu'un rapport de fin de travaux doit être transmis au préfet et doit comporter un numéro national BSS, voir les dispositions techniques spécifiques de l'arrêté « forage » du 11 septembre 2003 (article 10).

Circulaire n° 7 DE/SDGE/BGRE-DCH/04 du 16 mars 2004 (Annexe 3) relative à la gestion quantitative de la ressource en eau et à l'instruction des demandes d'autorisation ou de déclaration des prélèvements d'eau et des forages, qui précise :

« Le dossier de fin de travaux sera à fournir en deux exemplaires au service de police de l'eau identifié pour suivre le projet, à charge pour ce dernier d'en renvoyer un au service géologique régional territorialement compétent, pour archivage des données dans la BSS (Banque de Données du Sous-Sol) ».

Télédéclaration ouvrages souterrains

Ordonnance N°2011-91 qui remplace dorénavant le code minier :

Article L. 411-1

Toute personne exécutant un sondage, un ouvrage souterrain, un travail de fouille, quel qu'en soit l'objet, dont la profondeur dépasse dix mètres au-dessous de la surface du sol, doit déposer une déclaration préalable auprès de l'autorité administrative compétente.

Article L. 411-2

Les demandes d'autorisations et les déclarations prévues par l'article L. 214-3 du code de l'environnement valent déclaration au titre de l'article L. 411-1 du présent code.

Article L. 412-1

Les personnels désignés et habilités par l'autorité administrative ont accès à tous sondages, ouvrages souterrains ou travaux de fouilles soit pendant, soit après leur exécution, et quelle que soit leur profondeur. Ils peuvent se faire remettre tous échantillons et se faire communiquer tous les documents et renseignements d'ordre géologique, géotechnique, hydrologique, hydrographique, topographique, chimique ou minier.

Les maires dont le territoire est concerné par les fouilles sont informés des conclusions des recherches.

Téledéclaration ouvrages souterrains

> Rappel réglementation

Le décret n° 2006-649 du 02 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains détermine, quant à lui, le champ des travaux soumis à déclaration ou à autorisation, fixe le contenu des dossiers de demande et définit la procédure d'instruction.

Dans son article 1, on peut lire «Sous réserve des procédures spécifiques qu'il comporte et qui se substituent à celles du décret n°93-742 du 29 mars 1993, les autorisations et les déclarations prévues par le présent décret valent respectivement **autorisations et déclarations au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les demandes d'autorisation et les déclarations prévues par l'article L. 214-3 du code de l'environnement valent déclaration au titre de l'article 131 du code minier.** »

Article L.214-1 caractérise les types d'opérations rentrant dans le cadre de l'application des procédures liées à la loi sur l'eau:

« Sont soumis aux dispositions des articles L. 214-2 à L.214-6 les installations ne figurant pas à la nomenclature des installations classées, les ouvrages, travaux et activités réalisées à des fins non domestiques par toute personne physique ou morale, publique ou privée, et entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines, restituées ou non, une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux..... »

Télédéclaration ouvrages souterrains

> Rappel réglementation

Arrêtés de prescriptions générales :

- un arrêté « réalisation du forage » :

arrêté du 7 août 2006 modifiant l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

- un arrêté « prélèvements en autorisation »

arrêté du 7 août 2006 modifiant l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0, 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

- un arrêté « prélèvements en déclaration »

arrêté du 7 août 2006 modifiant l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0, 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Légitimité du BRGM

Le décret fondateur du BRGM de 1967 précise que l'une des missions fondamentales confiées par l'Etat au BRGM est la capitalisation des connaissances sur le sous-sol (Décret n° 67-1202 du 22 décembre 1967) :

Art. 1^{er}. _ Sont regroupées, à partir du 1^{er}. janvier 1968, au sein du Bureau de recherches géologiques et minières, les missions à caractère de service public assurées actuellement par le Bureau de recherches géologiques et minières et le service de la carte géologique et visant à développer la recherche géologique et à mettre à la disposition des usagers sous une forme adaptée à leurs besoins les connaissances intéressant la constitution du sol et du sous-sol national, ainsi que du plateau continental relevant de la souveraineté française.

En 2004, la parution du décret n°2004-991 du 20 septembre 2004(JO n°221 - 22/09/2004) modifiant le décret n°59-1205 du 23 octobre 1959, relatif aux missions du BRGM précise que le BRGM est l'établissement public national désigné pour être le Service Géologique National. Il est chargé de :

- développer la connaissance géologique du territoire national, carte et documentation hydrogéologique systématique
- **recueillir, valider, archiver et mettre à disposition les informations couvrant le territoire national** ainsi que le plateau continental.

Missions régaliennes du BRGM en lien avec BSS

- > **Déclaration des ouvrages et ressources en eau, deux missions citées dans l'article du code minier**
- > **Arrêté du SNDE du 26 juillet 2010 publié le 24 août 2010**
 - BRGM responsable, pour la spécification et l'élaboration du référentiel hydrogéologique français et des masses d'eau souterraines et pour la codification des sites de surveillance des eaux souterraines, y compris l'association des points de captage AEP aux points de surveillance, en collaboration avec les services déconcentrés de l'Etat compétents en matière de santé ; **Un point d'eau a un code BSS (source ou ouvrage!)**
 - En cohérence avec la banque du sous-sol (BSS) du BRGM, l'ONEMA collecte pour le compte du ministère chargé de l'écologie et par le biais d'un téléservice les déclarations de **forages à usage domestique** reçues et enregistrées par le maire de la commune (art. R. 2224-22-2 du CGCT) »
 - Le BRGM est l'opérateur de la banque du SIE sur le niveau et la qualité des eaux souterraines et est opérateur de la future **banque prélèvements**

Circuit des déclarations - constat

Aujourd'hui, la connaissance des travaux réalisés est largement perfectible, en raison de **trois grandes limites** :

Limite 1 - L'absence de déclaration par méconnaissance de la disposition du Code minier ou par volonté de l'ignorer, lorsqu'elle demande une déclaration spécifique qui s'ajoute aux autres procédures prévues (forages d'eau domestiques, sondages géotechniques, géothermie...) ;

Limite 2 - La perte de la déclaration dans la chaîne de transmission qui va de l'administré à la DREAL, puis à l'antenne régionale du BRGM pour ensuite être bancarisée dans la BSS ;

Limite 3- L'absence de transmission au BRGM lorsque la procédure suivie (travaux miniers, loi sur l'eau...) vaut déclaration au titre de l'article L.411-1 et ne donne pas lieu à la déclaration dédiée (ce qui demande d'extraire du dossier remis par l'administré la partie pertinente pour la BSS).

Limite 4 - L'impossibilité d'instruire le dossier BSS par manque d'information, notamment, localisation géographique trop imprécise

Circuit des déclarations - constat

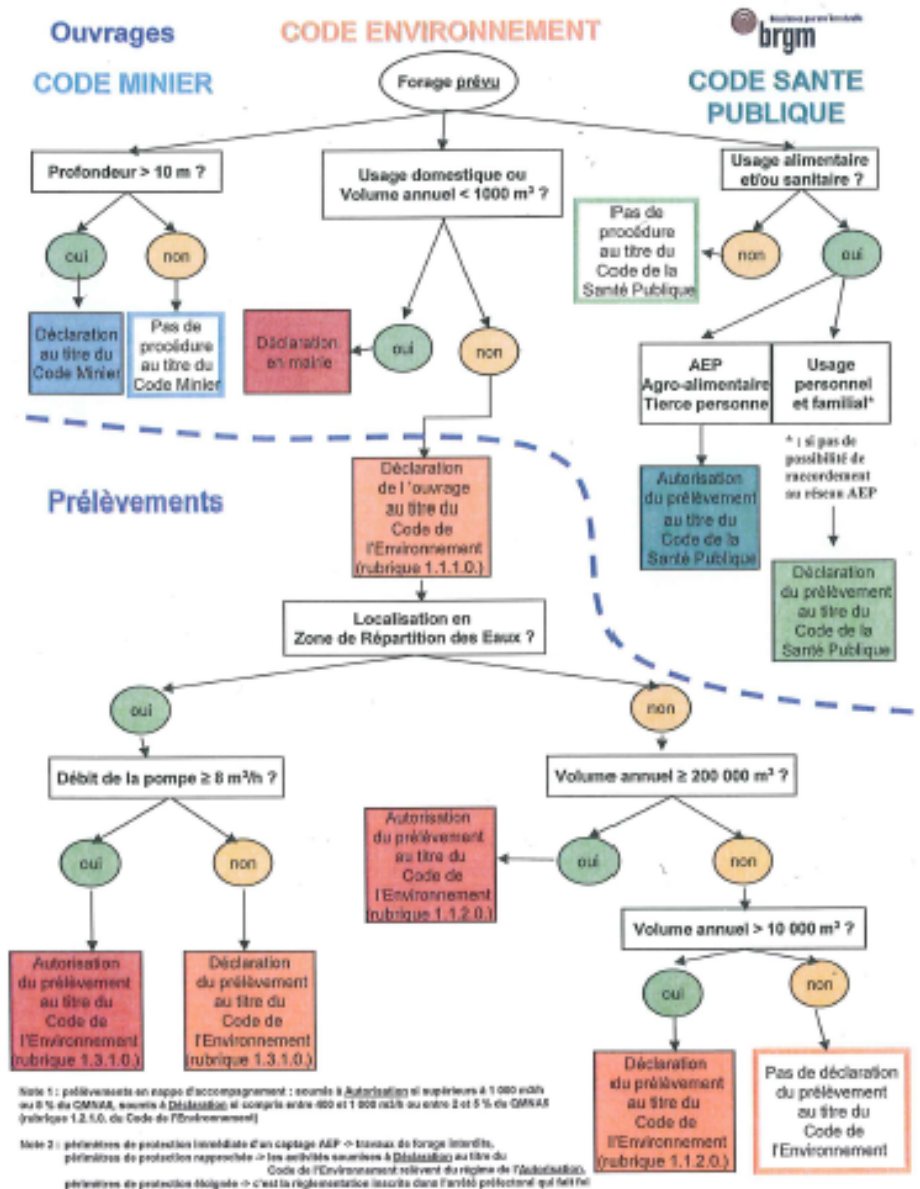
En outre, pour répondre à ces enjeux de capitalisation, au-delà de la connaissance de la réalisation de travaux, c'est le résultat qu'il est important de capitaliser : rapport de fin de travaux, notamment.

Or, par défaut, l'article L. 412-1 prévoit que le BRGM ou l'administration peut se faire remettre les différents documents et renseignements, et non pas que l'administré (ou le service de l'état) doit les remettre systématiquement.

Limite 5 qui conduit à des itérations supplémentaires qui entraînent une nouvelle perte en ligne.

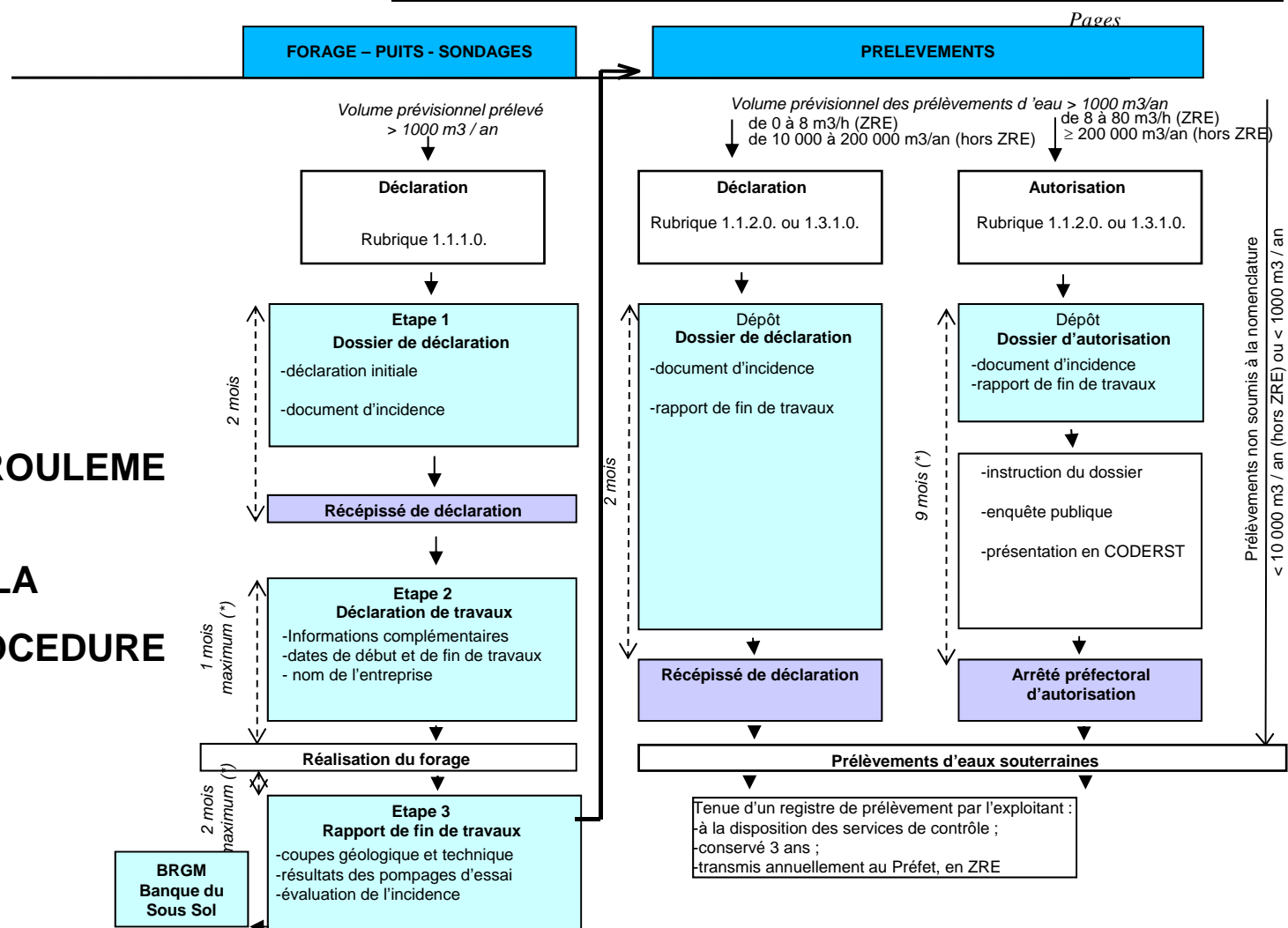
Complexité !

Schéma des différentes procédures applicables aux forages et aux prélèvements en dehors des nappes d'accompagnement et des périmètres de protection des captages d'eau potable (d'après décret 2006-881 du 17/07/06 et arrêté du 18/12/08)



2. – LE CONTENU DU DOCUMENT D'INCIDENCE

DEROULEMENT DE LA PROCEDURE



Documents à déposer par le demandeur en Préfecture
Acte administratif délivré par le Préfet

(*) Délais donnés à titre indicatif (délais moyens à compter de la date de dépôt du dossier en préfecture).

Exemples des méconnaissances des circuits de déclaration

De : CADET Ludovic - DRIEA IF/UT92/SEU/PERN [mailto:Ludovic.Cadet@developpement-durable.gouv.fr]

Envoyé : mardi 6 novembre 2012 11:33

À : Gourcy Laurence; Allier Delphine

Objet : Formulaire de demande d'authentification des communes

Bonjour,

Je viens de recevoir un "formulaire de demande d'authentification des communes" pour accéder à l'outil de saisie en ligne des déclarations en mairie de tout prélèvement, puits ou forage réalisés à des fins d'usage domestique de l'eau.

Nous devons visiblement authentifier la demande et vous la transmettre par courrier.

N'ayant jamais eu ce type de demande, pourriez-vous m'indiquer en quoi consiste notre authentification ?

Je vous remercie par avance.

--

Cordialement,



Ludovic CADET

Adjoint au chef du pôle Environnement, Risques et Nuisances

DRIEA-IF – Unité Territoriale des Hauts-de-Seine

Centre Administratif Départemental de Nanterre

167-177 avenue Joliot Curie – BP 102

92 013 NANTERRE Cedex

Tél. : 01.40.97.28.69

Fax. : 01.40.97.39.88

Exemples des méconnaissances des circuits de déclaration

Nous avons fait 2j de sensibilisation à l'hydrogéologie auprès des services chargés de la Police de l'eau en Pays de la Loire. Cela a été l'occasion d'aborder le sujet délicat des circuits de déclaration.

Initialement, en Pays de la Loire, la DRIRE ne souhaitait pas avoir à traiter les déclarations relevant du Code Minier.

Il y a donc eu le « guichet unique » (2003) : Services police de l'eau = service instructeur qui transmet aux autres services concernés. La DRIRE était tranquille et les déclarants n'avaient qu'un dossier à envoyer.

Par la suite :

- *Les personnes et les services ont changé (DREAL=DRIRE+DIEN)...et ça s'est déformé*
- *La déclaration en mairie est arrivée et a ajouté un niveau d'incompréhension.*
- ⇒ Certaines DDT confondent les déclarations en mairie avec les déclarations Code Minier (si si)...il n'y a pas que les particuliers.
- ⇒ La DDT72 transmet toutes les déclarations mairies qu'elle reçoit au BRGM Orléans...alors là, pour nous c'était l'inconnu total. On ne sait pas du tout ce qui se passe ensuite au BRGM.

Bilan : ce n'est pas clair et ça fonctionne différemment d'un département à l'autre. Dans tous les cas, le BRGM ne reçoit pas les dossiers. Maintenant, le message est passé. Ça devrait évoluer dans le bon sens.

Pour les dossiers de fin de travaux : Quelques données administratives sont renseignées dans leur outil « Cascade » (Cet outil ne permet apparemment pas de faire des exports facilement...) et les dossiers sont stockés dans un coin. Donc il y a du rattrapage à faire, nous devons avant tout évaluer le travail à faire en 2013.

Conséquence : baisse du nombre de déclarations reçues

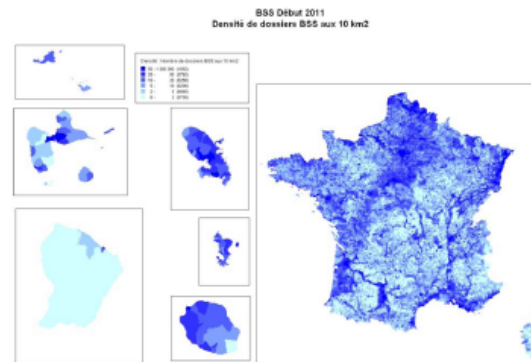
Nombre de déclarations reçues par le BRGM :

- En 2007 : 9 278
- En 2008 : 10 927
- En 2009 : 9 340
- En 2010 : 7 920
- En 2011 : 7 835
- En 2012 : 6 712
- En 2013 : 4 955
- En 2014 : 5 180
- En 2015 : 3 835



En baisse

La BSS, quelques chiffres:



• 730 000 ouvrages décrits:

- 380 000 forages,
- 135 000 puits,
- 57 000 sources,
- 27 000 piézomètres,
- 18 000 carrières,
- 15 000 cavités naturelles,
- 5 000 ouvrages géothermiques
- 339 000 avec niveaux géologiques informatisés,
- 440 000 ouvrages traitant d'eau,
- 2 200 000 documents scannés, soit 3 par ouvrage.

En 2010 :

- 30 883 dossiers nouveaux,
- 7 920 déclarations reçues
- 930 000 accès/mois sur InfoTerre

En 2011 (projection à partir des 3 premiers trim.):

- 30 666 dossiers nouveaux,
- 6 385 déclarations reçues
- 1 119 000 accès/mois sur InfoTerre

Actions déjà initiées de dématérialisation des déclarations



DREAL Alsace

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Présent
pour
l'avenir

Déclaration de forage

Depuis le 1er janvier 2009, tout particulier utilisant ou souhaitant réaliser un ouvrage de prélèvement d'eau souterraine (puits ou forage) à des fins d'usage domestique doit déclarer cet ouvrage ou son projet en mairie.



Téledéclaration des ouvrages souterrains

Identifiant

Mot de passe

[Se connecter](#)

[Mot de passe oublié ?](#)

[> S'enregistrer](#)

Informations

Important

Avant de commencer votre déclaration veuillez prendre connaissance du [manuel utilisateur \(format pdf\)](#)

Actions déjà initiées de dématérialisation des déclarations

[Menu](#) [La DREAL ?](#) [Les thématiques](#) [S'informer](#) [Accès Professionnels](#)

Accueil > S'informer > Téléprocédures > Déclaration de forage



Déclaration de forage

Déclaration de sondage, ouvrage souterrain ou travail de fouille de profondeur supérieure à 10m

En application de l'article L411-1 du Code Minier , toute personne exécutant un sondage, un ouvrage souterrain, un travail de fouille, quel qu'en soit l'objet, dont la profondeur dépasse dix mètres au-dessous de la surface du sol, doit faire une déclaration préalable auprès de la DREAL. Le non respect de cette disposition du Code Minier expose le contrevenant à une amende de 15 000 € (cf. article L512-5 8° du Code Minier).

[Lire la suite](#)

Vous avez une question, des problèmes pour remplir votre déclaration, n'hésitez pas à nous faire parvenir à un email, nous tâcherons d'y répondre dans les plus bref delais.

declaration-forage.dreal-npdc@developpement-durable.gouv.fr

Formation des déclarants

Venez nombreux le 1er juin pour découvrir et poser vos questions sur le nouveau dispositif de saisie de vos déclarations de forages.

Remplir une nouvelle déclaration

Votre compte déclarant

Login

Mot de passe :

[\[mot de passe oublié ?\]](#)

Informations

[Questions fréquentes](#)

[Manuel d'utilisation](#)



Déclaration commune

> Une déclaration unifiée des ouvrages en France quelque soit la raison légale :

- forages domestiques,
- code minier,
- Lema (lien BNPE)
- Icpe
- géothermie

> Un des besoins exprimés également dans le cadre du projet BNPE

Rappel des propositions faites par le BRGM dans le cadre de la refonte du code minier

Prévoir une déclinaison de l'article L.411-1 sous forme de décret et/ou d'arrêté ministériel, accompagnée d'un formulaire CERFA et d'une possibilité de télédéclaration.

- > Il s'agirait de décliner l'article L.411-1 du code minier à l'image de l'article L. 2224-9 du code général des collectivités territoriales, article introduit par la loi du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques : cet article, relatif à la déclaration des forages d'eau domestiques en mairie, a été décliné par le décret n°2008-652 du 2 juillet 2008 et l'Arrêté ministériel du 17 décembre 2008, qui comporte un formulaire CERFA en annexe.
- > La principale différence tiendrait à la mise en place, en outre, d'un site Internet de télédéclaration, dont les données seraient visibles exclusivement par les administrations habilitées, la direction régionale du BRGM concernée, ainsi que la mairie de la commune d'implantation, et délivrerait un récépissé comportant le numéro BSS provisoire avant travaux.
- > Par ailleurs, lorsqu'il s'agit d'un forage d'eau domestique, une déclaration unique pourrait utilement être mise en place.
- > Pb :
- > Code BSS avant Travaux/ code BSS définitif avec données consolidées (X, Y, vérifiés, commune, documents annexes)
- > Limite des 10 m non applicable pour les points d'eau...

Rappel des propositions faites par le BRGM dans le cadre de la refonte du code minier

Amender l'article L.412-1 pour prévoir la remise systématique au BRGM de certains documents et renseignements, en promouvant technologies web

- > Cette action viserait à prévoir que certaines informations soient systématiquement dues au BRGM de la part de l'administré, en même temps que la fourniture au service de l'état afin d'éviter les itérations actuelles qui s'accompagnent souvent de réticences à transmettre les informations en question
- > L'outil de télédéclaration devra être capable de récupérer ces informations complémentaires, de les soumettre au service régional du BRGM concerné afin que celui-ci complète l'instruction du dossier BSS et fournisse en retour le numéro BSS définitif.
- > L'outil existant Gesfor –fourni gratuitement aux professionnels par le BRGM dans l'objectif de faciliter la bancarisation des données techniques - pourra utilement être adapté pour rendre très directe la télédéclaration préalable et cette transmission de rapport de fin de travaux.

Rappel des propositions faites par le BRGM dans le cadre de la refonte du code minier

Modifier les différentes procédures dont on souhaite qu'elles valent déclaration au titre de l'article L.411-1 pour que la composition des dossiers inclue le récépissé de déclaration BSS.

- > suite à la mise en place de la télédéclaration, de préciser par décret que la composition des dossiers de déclaration ou d'autorisation au titre de la loi sur l'eau (article L.214-3 du Code de l'environnement) ou au titre des travaux miniers (décret 2006-649 du 2 juin 2006) doit inclure les récépissés des déclarations BSS relatives aux travaux souterrains de plus de 10 mètres de profondeur (OU PAS cas ds forages de moins de 10 m!) lorsque ceux-ci sont connus au moment du dépôt et décrits dans le dossier ; et qu'à défaut l'équivalence prévue par l'article L.411-2 du Code minier ne s'applique pas.
- > Il conviendrait en outre de compléter les décrets de procédure ou les arrêtés de prescriptions générales pour prévoir systématiquement la transmission au BRGM d'un rapport de fin de travaux, de composition fixée cohérente avec le point 2, voire la transmission de rapports d'exploitation pour certains types d'opérations.
- > Si cette stratégie est retenue, une équivalence identique pourrait également être ajoutée entre la déclaration au titre du L.411-1 et les **procédures liées aux installations classées** pour la protection de l'environnement.

Actions à engager

- > **Une déclaration unique**
- > **Un référentiel des ouvrages**
- > **Une gouvernance**
- > **Prévoir une forte action de communication pour accompagner ces changements**

A detailed geological map of the area around Monte Regina di Pozzo. The map shows various geological units in different colors: pink for the main mountain area, green for the surrounding hills, and blue for water bodies. Topographic features include the town of Felce, the river Po, and the road network. The map is labeled with various geological units and their corresponding symbols.

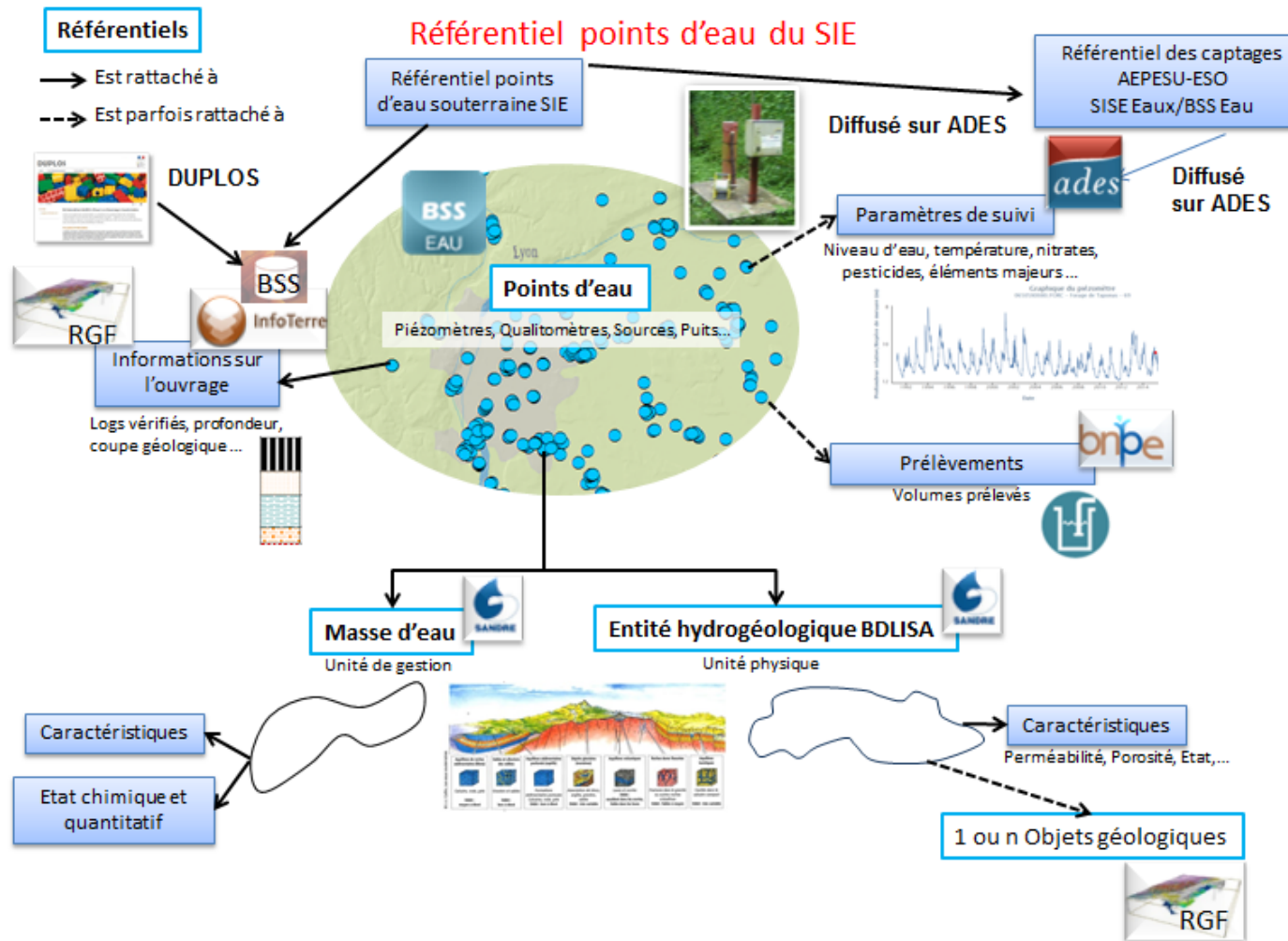
Un référentiel des ouvrages Un nouvel identifiant

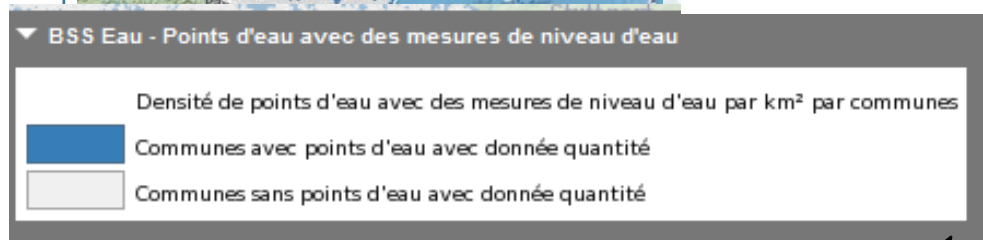
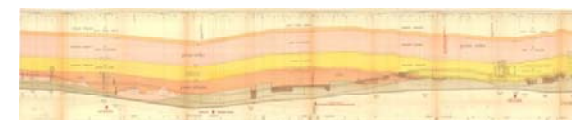
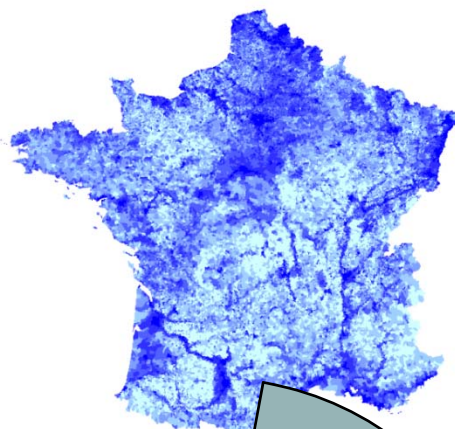
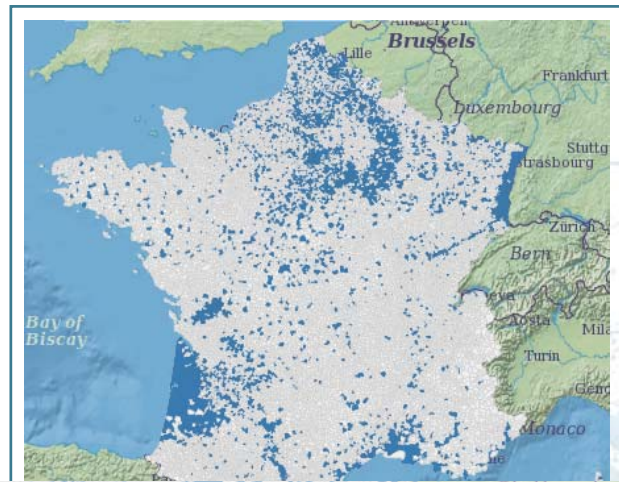


Comité utilisateurs BSS 24 mai 2016



POURQUOI UN REFERENTIEL DES OUVRAGES ET DES POINTS D'EAU?





800 000 ouvrages dans la BSS
dont 500 000 points d'eau

MAIS

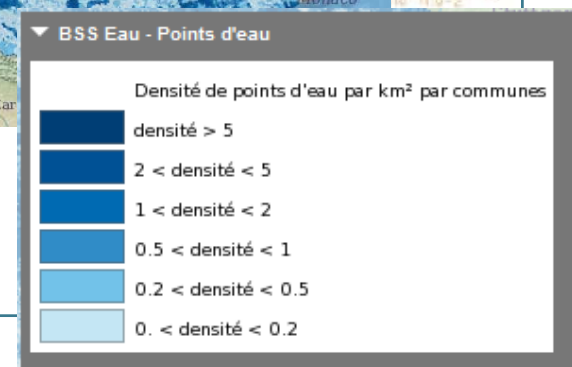
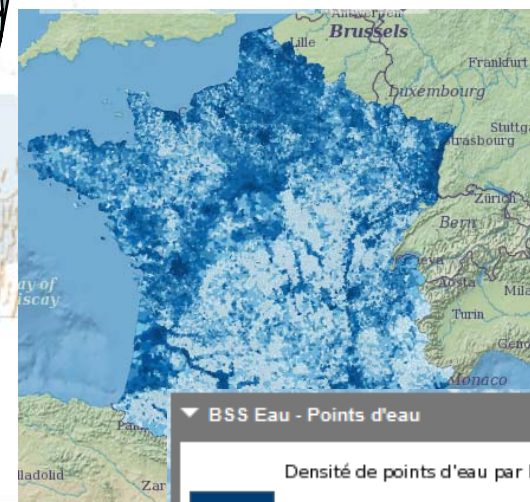
85 % sans niveau géologique saisi

81 % sans code Masse d'eau

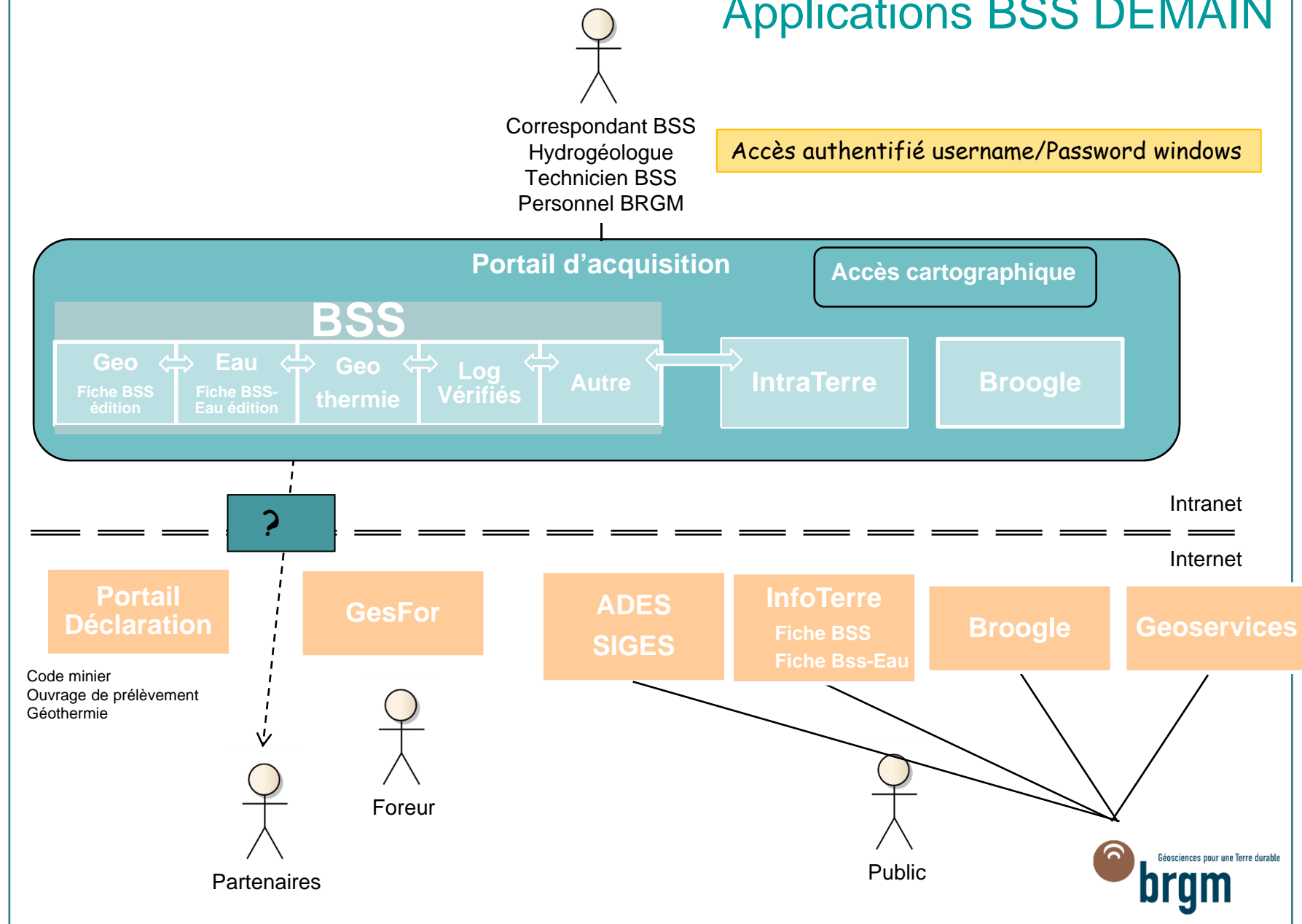
30 % sans profondeur

60 % sans entité hydrogéologique

...



Applications BSS DEMAIN



OBLIGATIONS D'UN REFERENTIEL

Une donnée de référence

- Etre utile à un grand nombre d'utilisateurs ou de métier,
- Permettre de rattacher ou de positionner des données métiers,
- Etre relativement stable dans le temps,
- Disposer d'une sémantique connue, et limitée au strict nécessaire à la fonction de référence,
- Disposer d'un **identifiant stable, unique**, non réutilisé, et géré,
- Etre accessible à tous librement, selon des modalités techniques adaptées aux usages,
- Etre de qualité connue et contrôlée,
- Disposer de règles d'administration connues et contrôlées,
- Faire l'objet de contrôles qualité et d'un processus d'amélioration en continue.

> Un référentiel doit reposer sur un dictionnaire et un scénario d'échange de données

OBLIGATIONS D'UN REFERENTIEL

Les relations d'un référentiel avec les utilisateurs

- Permettre les demandes de code, les propositions de correction, ...
- Un référentiel est au service de nombreux outils et systèmes d'information métier, y compris des systèmes et outils non directement connus.
- Ces utilisateurs multiples ont le droit de demander la codification de nouvelles entités du référentiel, mais aussi de signaler ce qui à leurs yeux relève d'une erreur, afin de voir celle-ci corrigée si besoin est.
- Il faut donc fournir à tout utilisateur qui le souhaite (et pas seulement aux acteurs principaux déjà identifiés), un outil web leur permettant de demander une codification ou de proposer une modification.
- Une administration du référentiel et des règles de gestion

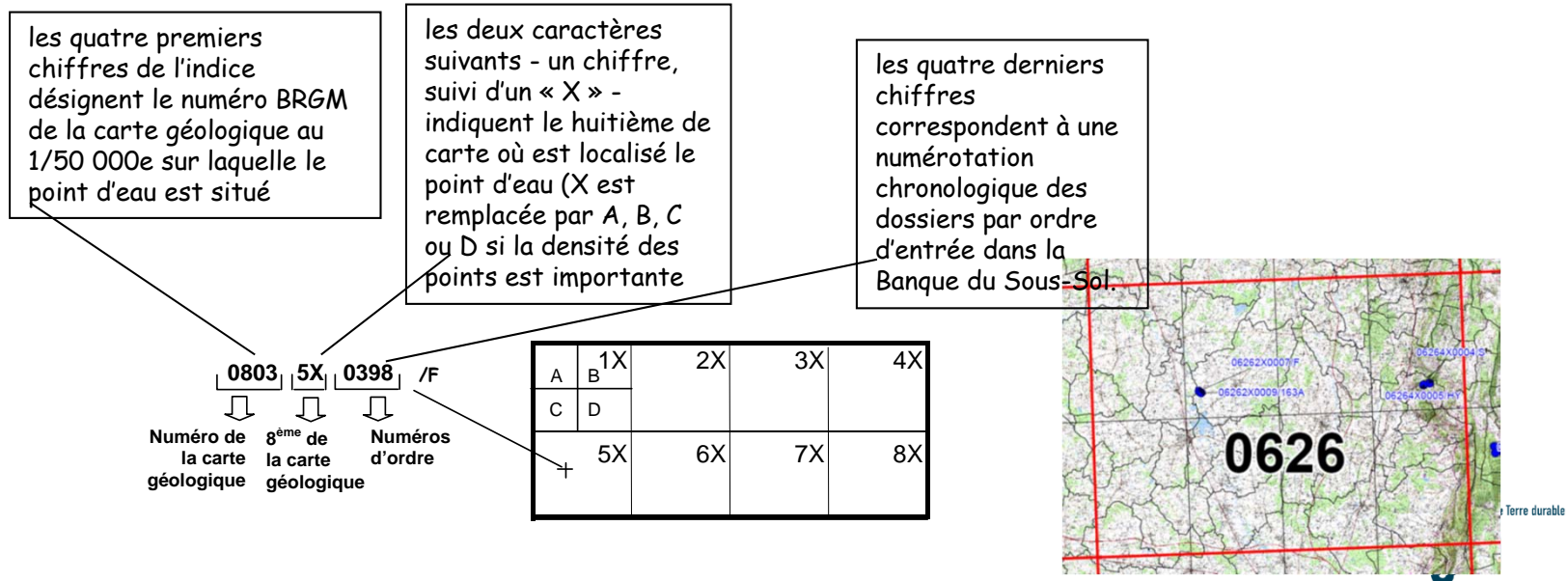
RAPPEL SUR LE CODE D'UN OUVRAGE DANS LA BSS

Une seule écriture pour le numéro national BSS, quel que soit le mode de transmission :
Indice / désignation = « 10 caractères » / « 6 caractères »

exemple : 09258X0023/HY

Règles de construction de l'Indice BSS : établi selon le principe du positionnement du point sur les cartes géologiques de la France (découpage IGN)

Règles de construction de la désignation : champ alphanumérique ; pas de règle appliquée de façon systématique. « /S » peut désigner aussi bien une source qu'un sondage



POURQUOI LA NECESSITE D'UN NOUVEL IDENTIFIANT?

> L'indice d'un ouvrage dépend de sa localisation géographique

→ une correction x, y peut induire un changement d'indice

> Car la notion de désignation n'est pas bonne

→ Notion qui ressemble à un code nature mais pas toujours. Si c'est un code nature alors l'information est déjà doublée dans la fiche avec la nature du point.

→ Si c'est autre chose, alors l'information n'est pas doublée dans la fiche et il faut créer un champ autre que l'identifiant pour pouvoir changer la notion de la désignation. Dans ce cas, il serait judicieux de ne pas réutiliser les codes désignations mais un terme plus long et explicite pour ne pas confondre les champs.

> En cas de changement d'indice suite à correction x, y, l'indice et la désignation du dossier numérique sont différents de ceux du dossier papier.

→ Mise à jour du dossier papier nécessaire en cas de changement d'indice.

UN IDENTIFIANT UNIQUE POUR TOUS LES OUVRAGES

- > TYPE : BSS000AAAA
- > Longueur sur 10 caractères obligatoire
 - format compatible avec celui de l'indice actuel
- > Des règles d'immatriculation
 - à définir, ex : pas de voyelle après les chiffres
- > On conserve dans le SI l'information sur les indices et désignations des ouvrages existants ET on génère le nouvel identifiant UNIQUE
- > On génère un indice selon le nouveau format et une désignation unique « X » ET on génère le nouvel identifiant UNIQUE équivalent à l'indice
- > On ajoute des nouveaux attributs
 - Numéro feuille géologique, 1/8^{ème} feuille, nom de l'ouvrage

EXEMPLE

Pour un ouvrage existant : la source bleue

Code actuel : 05732X1001/S

Indice : 05732X1001

Désignation : S

Nouvel identifiant : BSS000AAAA

Pour un nouvel ouvrage : le forage F1

Indice : BSS000AAAB

Désignation : X

Nouvel identifiant : BSS000AAAB

Exemple d'export tabulaire

Nouvel identifiant;indice; désignation;nom local;feuille géologique;1/8^{ème}

BSS000AAAA; 05732X1001; S;source bleue;0573;2;

BSS000AAAB; BSS000AAAB;X; forage F1;0876;8;

AVANTAGES/INCONVENIENTS DU NOUVEL IDENTIFIANT

> Avantages

- Un nouvel identifiant homogène invariant et non signifiant
- Meilleure lisibilité au plan national et international (Europe, DCE)
- Rend visible le passage au statut de référentiel des ouvrages de la BSS
- Conforme aux règles des URI

> Difficultés

- Changement du modèle
- Conversion des codes entre l'ancien et le nouveau à mettre dans en place dans les SI pour les ouvrages existants

> Accompagnement au changement

- **Lien entre nouveau code et ancien code garanti dans le référentiel**
- Les outils référentiel permettront d'interroger sur nouveau ou ancien code indifféremment
 - ➔ Pas de suppression de l'indice / désignation des ouvrages existant (uniquement un gel)
- **Ajout des champs « carte » et « huitième de carte » calculés automatiquement** à partir des coordonnées du point (aucune perte d'information pour les utilisateurs)
- **Création d'un champ « Nom local » en remplacement de la notion de désignation** (à la création du champ, il sera initialisé à partir du champ désignation. Ensuite, il sera rempli automatiquement à partir de la désignation entrée dans GesFor ou par le déclarant. Le champ pourra être modifié dans bss-menu et sera affiché comme « nom local ».

ACCOMPAGNEMENT AU CHANGEMENT

Des requêtes possibles avec le nouveau ET l'ancien identifiant dans les systèmes qui utilisent l'identifiant BSS

Ex : ADES utilise l'identifiant BSS

Re

ADES
Site producteurs

en des données

à Recherche des points d'eau par code BSS

1 Sélectionner un type de points d'eau

- ☒ Indifférent
- ☐ Piézomètre (suivi quantité)
- ☐ Qualitomètre (suivi qualité)
- ☐ A la fois piézomètre et qualitomètre

2 Saisir un code BSS :

Point(s) d'eau correspondant à la requête :

Freville - 03027X0007/F1

Exemple d'ada

1 Choisir l'affichage du code BSS

☒ Afficher l'ancien identifiant



Requête possible sur les deux codes
Ancien/nouveau